

I 157350

O. Goga

La politique
étrangère de la
Roumanie

BIBLIOTECA

Institutul de Istorie a Partidului
de pe lângă C.C. al P.M.R.

Nr.

192

84

**La Politique Étrangère
de la Roumanie**

par

Octavian Goga

५ ॥ ३३९५९

327 (R) 327 AS (R) 327 (R) - 10193" [Raspunderea agitatiei
327.7 [atac contra Mirii Entelber] 327 (R) - 10193" [Raspunderea agitatiei
comuniste din tara] 607/1

**Bibliothèque du Parti National-Chrétien
de Roumanie**

BIBLIOTECA

Institutul de Istorie a
de pe lângă C.C. al r. M.

**LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE
DE LA ROUMANIE**

**DISCOURS TENU
AU PARLEMENT ROUMAIN**

PAR

OCTAVIAN GOGA

**PRÉSIDENT
DU PARTI NATIONAL - CHRÉTIEN
DE ROUMANIE**

**PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE CLUJ
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROUMAINE**

**ANCIEN MINISTRE
DÉPUTÉ**

304001
QWE

**BUCAREST
— 1937 —**

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ
BUCUREȘTI
COTA 1157 350

390/05

Rc 286/12

B.C.U. Bucuresti

C20051844

~~Inventar nr. 53811/70~~

~~BIBLIOTECA
de Istorie
de pe la C.C. al R.
Nr. 1133945~~

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
DE LA ROUMANIE**



OCTAVIAN GOGA

AU LECTEUR

Nous présentons, dans ce livre, au public étranger, d'après des notes sténographiques le discours que Mr. Octavian Goga, ancien ministre, député, a tenu à la Chambre roumaine le 27 Novembre 1936.

Mr. Goga a été l'un des premiers hommes politiques roumains qui ait combattu la politique russo-phile de Mr. Titulesco, imprimant à la politique étrangère roumaine, par son action strictement nationaliste, une nouvelle orientation.

Mr. Goga, qui est l'un des révolutionnaires roumains de l'ancien Ardeal, véritable martyr des luttes pour sa libération du joug magyare, a parlé dans le parlement roumain avec toute l'autorité que lui confèrent les quarante ans, presque, consacrés à la réalisation et à la consolidation de l'idéal national roumain. Mr. Octavian Goga est aujourd'hui le président du parti national-chrétien, dont la popularité et le prestige s'identifient avec le prestige et l'autorité de son grand chef et militant nationaliste.

La parole de Mr. Goga pèse de tout son poids dans la balance de la politique roumaine, dont l'orientation, surtout dans la politique étrangère, a eu et aura, principalement dans un prochain gouvernement du parti national-chrétien, des résultats décisifs.

C'est pourquoi nous espérons que ce discours éveillera le plus vif intérêt dans tous les cercles internationaux, qui se passionnent pour l'évolution de la Roumanie.

Monsieur le Président,

Messieurs les Députés.

Il était d'usage, habitude consacrée dans les annales de notre parlementarisme, que la discussion de la réponse au Message passât en revue, dans une étude d'ensemble, les problèmes politiques et tout spécialement de politique intérieure. Chaque parti fixait son point de vue personnel vis-à-vis du gouvernement, et faisait valoir en même temps leur justification politique.

Pour une fois, je manquerai à cette coutume consacrée parce que nous nous trouvons à la fin d'un gouvernement — c'est la quatrième session parlementaire, ce qui entraîne fatalement — sinon constitutionnellement, — la fin de cette période gouvernementale.

Je m'occupe aujourd'hui, en quelque manière à titre posthume, d'un gouvernement qui tire sur sa fin, et m'obligerait à faire oeuvre de chroniqueur des temps passés.

Je laisse cette tâche à la postérité.

Je dois tout de même retenir dans ce message un seul mot d'actualité ; l'appel adressé à tout le monde politique pour l'union dans un même faisceau de toutes les forces et pour leur solidarité devant le lendemain. On parle d'une situation politique très pénible pour le pays et l'on demande que tous l'évitent. Pour ma part, je ne vois pas d'ombres aussi noires se projeter sur

l'horizon, je ne crois pas que la situation du pays du point de vue de l'extérieur, soit aussi difficile, que nous nous trouvions sur le seuil d'événements tragiques et menaçants, qu'il s'agisse de la guerre. Il est certain que si la guerre vient à sévir, tous doivent en être avertis et dans le pays même et au-delà des frontières, le peuple roumain aurait cette fermeté morale, et une contenance politique assez accentuée pour s'unir et défendre son pays contre l'étranger. (Applaudissements sur les bancs du parti national-chrétien et sur certains bancs de la majorité).

Comme je le disais, je ne vois pas se projeter une pareille ombre tragique sur notre pays, dès lors il ne peut donc être question que d'une de ces formules politiques de gouvernement, dont on a déjà tant parlé. Je ne crois pas réalisable un gouvernement national qui soit un rassemblement de tous les éléments politiques. On a maintes fois tenté de réaliser ce gouvernement national qui est, pourrais-je dire, une impossibilité de technique politique. En ce qui nous concerne, nous parti National-Chrétien, nouvelle formation qui se prépare pour les jours à venir, nous avons tourné le dos au récent passé politique du pays. Nous le reconnaissons : les temps sont durs pour la politique intérieure. Eh bien, le parti National-Chrétien ne croit pas pouvoir tendre la main à ceux qui, par la manière dont ils ont gouverné jusqu'à présent, sont responsables de la situation difficile, dans laquelle se trouve le pays. Cela serait un manque de justification, aussi bien morale que politique. Je me voudrais d'accuser aujourd'hui davantage

— sinon exclusivement dans mon discours du problème de notre politique étrangère. On a très peu parlé à cette tribune sur la politique étrangère, peut-être bien par habitude du passé lorsque la politique extérieure se faisait — avant la guerre — dans le cabinet de S. M. le Roi. Par esprit d'inertie, même après la grande transformation opérée en la matière, la politique étrangère devenant un problème accessible aux masses, nous, ici, à cette tribune, nous n'en avons plus parlé. Je ne crois pas me rappeler que notre politique étrangère ait fourni matière à discussion à nos partis.

Vous savez quelle était la coutume. Le chef du gouvernement ou le Ministre des Affaires étrangères discutait avec les chefs des partis politiques et leur faisait connaître les questions courantes en matière de politique étrangère. Ensemble, nous nous réunissions, ici, dans la bibliothèque ; on faisait des déclarations solennelles — trop cérémonieuses — et l'on passait à l'ordre du jour. Ces choses d'antan, paraîtrait-il, sont aujourd'hui plus en vigueur que jamais depuis que — durant ces dix dernières années — toute notre politique étrangère est devenue le patrimoine quasi-personnel de M. Nic. Titulesco. Des choses bien étranges se sont passées depuis.

M. Nic. Titulesco est promu chancelier perpétuel de la Roumanie, tellement bien qu'il considérait comme faisant une incursion de territoire quiconque risquait une opinion ou venait discuter une question de politique étrangère. L'amabilité même, M. Titulesco causait avec nous, mais — une fois la censure instituée — toute tentative de risquer

une idée, une opinion en matière de politique étrangère, a été supprimée.

Je déclare dès le début que — discutant de politique étrangère — je serai naturellement amené à m'occuper des faits et gestes de M. Titulesco. Mais je ne passerai pas en revue la personnalité multiple, intéressante, pleine de points d'interrogation et de pittoresque de mon ami Nicolas Titulesco parce qu'il n'est pas présent.

Je disais que la censure ne permettait aucun contact — si insignifiant fût-il — avec la politique étrangère. Hier, M. Bentoïu, vous avez parlé sur la censure. Je vous ai écouté et je dois vous avouer dès le commencement qu'en ce qui me concerne, je suis contre la censure.

Mr. A. Bentoïu, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur : — „Ce n'est qu'au moment du départ de Mr. Titulesco du ministère des Affaires que la censure a passée entre nos mains.

Mr. Oct. Goga : — C'est justement pourquoi mes objections ne vous regardent que dans une certaine mesure. Je voulais seulement vous faire remarquer combien difficile est la tâche de la censure vis-à-vis de l'objectif qu'elle poursuit en tant que moyen préventif. J'ai toujours été pour la confiscation de toutes les brochures portant préjudice aux intérêts d'Etat (applaudissements sur les bancs du parti Nat. Chrét.) Il est certain que dans le cadre d'une atmosphère d'autorité préalablement établie, la confiscation de tout ce qui est produit typographique contraire aux intérêts supérieurs de l'Etat serait préférable. Je ne saurais assez exprimer mes regrets d'être obligé de prè-

cher dans le désert, dirais-je, car mes adversaires, mes nobles adversaires du parti national paysan ont trouvé inutile d'y participer. Cela les regarde. Le pays seul sera appelé à sanctionner cette absence et sa justification.

Mr. Nichifor Robou : C'est un acte de prudence.

Mr. Oct. Goga : En ce qui me concerne, je vois les choses normalement. Je me dis : „Le parlement est un champ de bataille, où se croisent les énergies et les idées contraires qui viennent, ici, devant le pays, trouver la solution qui permet de mener plus loin les affaires publiques“.

Quiconque tourne les talons au champ de bataille—fût-il à Madrid ou à Bucarest — est un homme qui a une idée bien particulière sur la bravoure. (Applaudissements sur les bancs du parti national—chrétien. Hilarité).

Si vous voulez ma réplique à cette absence, la voici : lorsque Mr. Ion Mihalache voudra prendre la parole—au printemps ou avant—d'accord avec mon chef suprême, Mr. Alex. Cuza, je donnerai ordre à mes partisans d'être tous présents. (Applaudissements sur les bancs du parti national-chrétien, hilarité sur les bancs de la majorité) En parlant de la censure, je ne m'occuperai pas du régime spécial que vous avez créé — Mr. le sous-secrétaire d'Etat—depuis votre installation, parce que je vous ai vu avec des préoccupations de conscience devant le problème, vous présentant ici avec une sorte de résumé de tous les problèmes auxquels — croyez-vous — il est préférable de ne pas toucher.

Mais c'est toujours vous qui avez dit que l'exécution

des ordres est en souffrance. Je pourrais vous dire, moi, que malgré toute la censure, ici, à Bucarest, les journaux publient des choses que je préférerais ne pas voir paraître afin d'épargner à l'opinion publique une diminution du bon sens.

En ce que concerne certains journaux étrangers par excellence, et notamment hongrois, qui sciemment ignorent la censure, j'attire votre attention sur le fait que tout le pays en est infecté.

Il n'est d'ailleurs pas difficile de s'apercevoir au ton qu'affichent ces quotidiens et qui lèsent les intérêts du pays, que la censure est exercée par des personnes illettrées et inconscientes. Mais à Bucarest la censure avait une rigueur exceptionnelle en ce qui concernait la politique étrangère. Aucune immixtion n'était admise en fait de problème du dehors.

Mr. A. Bentoiu :— Relativement aux journaux dont vous vous plaigniez tout à l'heure, je puis vous informer que les plus dures sanctions que j'ai appliquées depuis que je me trouve à la censure ont été dirigées justement contre ces publications : dans un intervalle de quelques jours, deux suspensions se sont produites.

Mr. Oct. Goga : Faites-en définitivement cesser l'apparition, et on vous en sera reconnaissant. (Applaudissements sur les bancs du parti national-chrétien).

Mr. Pamf. Seicarou :— Si je ne me trompe, Mr. Bentoiu, votre installation au Ministère de l'Intérieur ne remonte qu'à quatre ou cinq mois, tandis que l'activité de ces journaux est antérieure.

M. A. Bentoiu : — Lorsque la culpabilité de ces

publications a été établie, on leur a appliqué le maximum de peine : la suspension.

Mr. Oct. Goga : — Il y a quelque chose de morbide dans la situation de ces journaux, car ils sont numériquement supérieurs au nombre des publications existentes sous le régime hongrois. Certaines villes ont cinq quotidiens en langue magyare.

Mr. Pamf. Seïcarou : — Ne considérez-vous pas, *Mr. Goga*, la morbidité de ces journaux hongrois comme étant le plus parfait témoignage de la faiblesse de notre autorité d'État national roumain" (applaudissements). Car, fatalement, le nombre des périodiques s'est accru dans la mesure dans laquelle, l'État s'est montré dépourvu d'énergie".

Mr. Oct. Goga : — Parmi les premières mesures à prendre, dans le premier quart d'heure d'un gouvernement à venir, ce sera de faire table rase de tous les organes qui n'ont rien à voir avec les intérêts de l'État (applaud. sur les bancs du parti nat. chrét). Mais qu'est-ce qui se passe ici, où est la censure.

On ne pouvait écrire, par exemple, aucune appréciation à l'adresse de la Russie et d'autant moins examiner, dans un sens politique, les grandes transformations opérées dernièrement en France. C'était un dogme : personne, jamais, n'a le droit de parler politiquement sur les événements de Paris ou de Moscou. Tabou *Mr. Léon Blum* — extra-tabou *Mr. Litvnoff* ! (appl. sur les bancs du parti nat. chr.). Tout qualificatif les concernant était supprimé. Pis encore, les voix les plus autorisées de la presse de leur pays, en avaient été

réduites au silence. C'était l'impossibilité même. Lorsque arrivait jusqu'à nous un article quelque peu drastique relatant, les derniers événements de France, il était bel et bien confisqué et ni vous, ni moi, n'avions la permission de lire ce que disait Mr. André Tardieu à Paris bien que Mr. Tardieu représentat chez lui, sinon un courant très fort de l'opinion publique, du moins un très sérieux acheminement intellectuel et une expérience politique consacrée.

Mr. Pamf. Seicarou : — Il est à côté de Clemenceau, l'auteur du traité de Versailles.

Mr. Oct. Goga : — J'ai sur moi nombre de pages — je ne veux pas abuser de votre temps en vous les lisant — qui ont été confisquées. A la rédaction de la „Tara Noastră“ se trouve une entière collection de ces exemplaires, ce qui j'aime croire ne constitue pas une exception. Il est très triste de penser que cette collection demeurera un certificat bien édifiant.

Nul ne sera dupe de ce que cette situation laisse entrevoir. La vérité qui s'impose est que la société roumaine manque de guide dans la politique étrangère ce qui amène fatalement une amputation très douloureuse de ses moyens d'investigation, que l'on ne sait rien de ce qu'il advient que les légendes commencent à courir les champs, ce qui crée un état d'âme de pression et de protestation. La politique étrangère n'a pas cessé d'être comprimée, ce qui fait que nous ne connaissons rien des circonstances. Personne ne sait, par exemple, à quoi attribuer le départ de Mr. Titulesco. C'est ainsi que l'incertitude est augmen-

tée par ces questions que demeurent sans réponse et qui ont créé une atmosphère pénible.

Comme conséquence immédiate de cette situation particulière, la réalité qui s'impose est qu'une réaction salutaire a déclenché une crise de sincérité sur les questions de politique.

C'est pourquoi toute personne qui ne craint pas les responsabilités et qui regarde bien en face tous ces problèmes et leurs corollaires, se doit à elle-même de venir ici, à la Chambre, se faire l'interprète de ces points de vue, et chercher à y établir, une sorte d'ordre, de justification et de logique.

Il n'est pas dans mon intention de vouloir en abaisser l'atmosphère, par des questions insignifiantes et des interprétations subversives sur le départ de Mr. Titulesco.

Je ne veux pas insister là-dessus, car vous connaissez aussi bien que moi la situation tout exceptionnelle dont jouissait Mr. N. Titulesco devenu une manière de dot permanente, héritage inévitable du défunt gouvernement.

Que ces gouvernements n'eussent rien à voir ensemble, qu'il n'y eut aucune solidarité entre eux, qu'importait ! Mr. N. Titulesco avait réussi ce tour de force : être — apparemment — avec chacun et — en réalité — avec personne.

Mais le plus étrange c'est qu'il n'existait même pas une solidarité des ministres du même cabinet avec la politique faite par Mr. N. Titulesco : tout avait été canalisé par lui en un sens personnel.

Maintenant, une fois parti, l'Europe entière n'en finit plus de se poser des questions, et notre pays,



nos braves bourgeois se demandent : Pourquoi est-il parti ? Et s'il est vrai qu'il en est ainsi, est-ce la *personne* de Mr. N. Titulesco qui s'en est allée ou bien la *politique* de Mr. N. Titulesco ? Il y a certaines gens qui, malgré tout, n'ont pas cessé de réfléchir et qui disent : Titulesco est déchu, nous aurons donc un changement de directive en matière de politique étrangère.

Voici, Messieurs, ces problèmes que je vous prie de me permettre d'examiner devant vous. Mais puisque je veux leur donner une certaine ampleur et m'éviter en même temps tout élément de spontanéité en la question, j'ai mis sur le papier l'examen de nos rapports avec les pays étrangers, avec les facteurs extérieurs qui ont davantage influé depuis la guerre mondiale sur notre politique étrangère.

Je vous prie de me permettre de vous exposer cet examen.

Je commencerai par la Petite Entente qui, aussitôt après la grande guerre a été la formule politique d'intimité, de collaboration des trois états qui, dans leurs rapports internationaux, se sont manifestés solidairement. Voyons à présent comment s'est formée la Petite Entente et quel est son objectif.

Du temps même du Congrès de la Paix, l'esprit large et compréhensif de Venizelos avait mis à l'ordre du jour la question de l'union des états nouveaux, ou bien sortis de la guerre avec des augmentations de territoires qui, par un parfait accord, feraient peser plus lourdement dans la balance leur existence en tant qu'Etats aussi bien

à la conférence de la Paix qu'à la Société des Nations.

L'idée qu'on agitait donc était que, de la Mer Baltique jusqu'à Athènes, les États créés sur le principe national, groupés dans une alliance, représentassent un très fort instrument de politique étrangère. Si le projet ne s'est pas réalisé c'est que des malentendus sont intervenus. La Petite Entente a pu néanmoins être constituée grâce à feu Take Ionesco qui, d'accord avec les États successoraux de l'Autriche, hantés par le spectre de la double Monarchie, ont trouvé une plateforme d'entente.

L'objectif était dirigé contre les revendications de la part de la Hongrie et également contre la restauration des Habsbourgs.

Cette alliance était tout aussi normale que simple et légitime, ce qui la faisait exister virtuellement par la force des choses avant même d'être formellement réalisée.

Toute attaque hongroise dirigée contre l'un des successeurs était nécessairement considérée par les deux autres comme une attaque envers eux mêmes, ce qui animait, tel un geste réflexe politique et militaire, une action solidaire de leur part avec toutes ses conséquences, qu'ils comprenaient supporter toujours ensemble.

Le secret de la création de la Petite Entente est tout aussi connu à Budapest que partout ailleurs. C'est pourquoi tout observateur doit être saisi de stupeur devant les rodomontades révisionnistes qui, depuis près de vingt ans ne cessent de se faire entendre.

L'explication en est fournie par le penchant du peuple magyare pour un romantisme sans contact avec la réalité et surtout par une inhabileté en matière de politique étrangère déterminée par le fait que, des siècles durant, la politique étrangère de la Hongrie manœuvrée par le cabinet de Vienne, s'est trouvée, à un moment donné, rendue à elle-même, incapable d'initiative, sans ce sentiment de responsabilité et d'auto-critique qui, par les freins de la raison parvient à créer l'équilibre de jugement d'un peuple. En ce qui nous concerne, nous Roumains, toutes les fois que l'occasion s'est présentée et d'autant plus aujourd'hui, nous avons attiré l'attention de nos voisins sur ce que, réintégrés dans leurs limites naturellement ethnique, les Hongrois peuvent vivre dans des rapports parfaitement normaux avec les pays limitrophes. Ils ne sont sûrement pas sans se rendre compte que faire montre d'avoir des prétentions territoriales ne peut avoir d'autre issue que la guerre, seule capable de renverser l'état actuel des choses. Or, dans une guerre, l'objectif vers lequel s'orienteraient concentriquement les efforts militaires de trois états, chacun, à lui seul, plus fort que l'actuelle Hongrie, serait logiquement Budapest.

Voici la raison d'être de la Petite Entente. Parallèlement à cette intimité de rapports politiques, des trois Etats, on a essayé l'idée d'une Petite Entente économique

Je dois dire, animé par la même sincérité avec laquelle j'ai parlé jusqu'à présent que cette deuxième tentative n'est point aussi claire dans ses objectifs et, — en tous les cas — les avantages n'en sont pas égaux pour tous.

Il est établi, dès le début, que les échanges n'ont pas pu être considérables entre la Roumanie et la Yougoslavie quoique ayant une même structure économique, donc une même production. La Tchécoslovaquie, en tant qu'Etat industriel aurait pu normalement compléter, sur la loi de la réciprocité, les nécessités économiques de la Roumanie qui à son tour, aurait fourni ses produits agricoles. C'est ce qui n'est pas advenu. La statistique que voici nous montre la balance de notre commerce avec la Tchécoslovaquie depuis 1919 et jusqu'à nos jours, perpétuellement passive. Je pourrais aisément montrer par des chiffres, l'évolution de ces échanges entre nous et la Tchécoslovaquie, depuis 1920 et jusqu'à maintenant, ce qui vous ferait voir qu'il ne s'en est passé aucune sans que la balance commerciale ne nous fût défavorable. Et, en fin de compte, si l'on prenait la peine d'additionner tous ces chiffres, l'on s'apercevrait que la Roumanie a un déficit de 16.500.000.000 avec lequel la Tchécoslovaquie a consolidé ses propres finances, sans offrir en échange, un contre-service d'une importance équivalente.

Cette réalité pourrait naturellement suggérer une question : Est-ce que les relations de politique étrangère de la Roumanie n'eussent par été plus avantageées, si cette formidable somme de seize milliards de lei eût été dirigée vers un autre Etat, n'importe lequel, qui, à part des compensations d'ordre économiques, nous eût offert de plus la contrevaletur d'un appui politique ?

Il me faut, Messieurs, relever une autre question capitale. Chacun des trois Etats qui composent la

Petite Entente et gardent dans leurs rapports de politique étrangère un même objectif vis-à-vis de la Hongrie, ont également à résoudre un problème personnel d'une plus grande importance. La Yougoslavie, par exemple, avait ses raisons à elle de se sentir anxieuse par suite de la tension de ses rapports avec l'Italie pendant que la Roumanie, vous le savez tout aussi bien que moi,—était à l'abri d'un traité d'amitié avec ce même pays, Pour ce qui est de la Tchécoslovaquie, le traité d'assistance mutuelle qu'elle vient de signer, avec la Russie, est répudié par Belgrade et peut-être bien par notre pays : du moins par l'opinion publique roumaine. Le résultat est qu'en ce qui concerne les grands courants internationaux dont notre continent est tourmenté, il n'existe point une plateforme de solidarité entre les trois Etats qui composent la Petite Entente.

Voici la vérité que nous ne devons pas hésiter à regarder bien en face, car les solutions concernant les intérêts supérieurs de notre pays dépendent de la manière dont seront analysées les situations. La faute de Mr. Titulesco est que ses prétentions ont dépassé les possibilités d'action de la Petite Entente. Lorsqu'il y a deux ans, vous vous rappelez, à Bled, il a essayé de créer un instrument d'unité d'action en matière de rapports internationaux, le résultat a été que Mr. Beneş a signé le fameux traité d'assistance avec la Russie que Belgrade a protesté en ébauchant le geste d'un rapprochement de Berlin, et que la Roumanie s'est trouvée acculée à une situation très peu claire, incertitude qui a eu pour don de créer à

l'extérieur une atmosphère assez pénible, peu propice à relever notre prestige et, à l'intérieur, un sentiment d'insécurité.

En résumant donc, en deux mots, le but de la Petite Entente, même après la visite de Prague, nous pouvons affirmer que notre solidarité naturelle vis-à-vis de l'objectif hongrois demeure intacte — mais dans les rapports internationaux, nous sommes nos propres maîtres et chacun des trois Etats est décidé de s'inspirer, dans les attitudes à prendre en matière de politique étrangère, de son intérêt spécifique.

Mr. Incouletz : — Je ne sais où veut en arriver Mr. Goga mais, si je comprends bien, il veut porter atteinte à la Petite Entente. Vous ne réussirez pas, Mr. Goga, car la solidité de la Petite Entente est à toute épreuve.

Mr. T. Ioanid : — Pourquoi ne pas attendre les conclusions ?

Mr. Pamf. Seicaru : — Permettez-moi, Mr. le Ministre, de vous poser une question. Vous n'êtes sûrement pas sans reconnaître que, pour la Roumanie, l'alliance avec la Pologne, est une nécessité absolument organique. Or, il advient que la Pologne n'est pas au mieux avec la Tchécoslovaquie. Dès lors, je vous prie de me répondre : solidaires avec la Petite Entente, évidemment, par rapport la Hongrie. Mais que devient cette même solidarité avec la Petite Entente en rapport avec la Pologne dont l'alliance nous est d'une nécessité tout aussi organique.

Mr. Incouletz : — Messieurs les députés, entendons-nous bien : toutes les questions regardant

la politique étrangère seront examinées par notre ministre des Affaires Extérieures, Mr. V. Antonesco, et alors Messieurs les orateurs voudront bien exposer leurs point de vue.

Mr. Oot. Goga : — Je vous prie surtout de ne pas voir dans mes paroles un sentiment d'aversion envers quelque autre groupement politique maintenant que je discute sur la politique étrangère. Examinez si vous voulez les affirmations que je fais et si vous trouvez en quoi que ce soit qu'elles ne correspondent pas à la réalité que je méconnaîtrais, je vous prie de me corriger. Mais, Monsieur le Ministre, ne m'attribuez pas des sentiments que je n'ai pas, à savoir que je voudrais sciemment détruire une forte alliance de la Roumanie. Vous vous trompez, Mr. le Ministre. Je me trouve ici en simple posture d'analyste.

Mr. Incouletz : — Si mon intervention n'avait provoqué de votre part, Mr. Goga, que cette simple affirmation, vous me verriez pleinement satisfait.

Mr. Oct. Goga : — „Permettez, car j'ai encore à ajouter quelque chose. Je me trouve donc, ici, en tant qu'analyste. Tout simplement un homme préoccupé de ce problème élémentaire : Est-ce que les fondements de votre politique étrangère sont assez solides pour nous permettre d'envisager l'avenir avec la sérénité de l'homme qui peut s'avouer en toute conscience que : „tout est pour le mieux et dans l'ordre le plus parfait ?“

Il n'est pas dans mon intention de vouloir porter atteinte à la Petite Entente, je l'ai affirmé dès le début, en concluant d'ailleurs que la Petite Entente demande vis-à-vis de la Hongrie son

objectif comme une plateforme de solidarité. Mais, j'ai affirmé de plus que les trois états intéressés, en dehors de la question hongroise, restent libres d'agir à leur guise.

Car, voyez-vous, chacun de ces pays, outre l'ennemi commun : la Hongrie, possède séparément et pour son propre compte un ennemi qui passe en première ligne, car il représente un péril plus immédiat.

Vous savez — comme le disait si bien Mr. Seicarou — que nous sommes alliés avec la Pologne, intimité politique qui n'existe point entre Varsovie et Prague. La chose ne constitue pas un secret et ceux qui lisent les journaux — je parle de ces journaux qui savent encore quelque chose et dont a censure n'est pas venue à bout — se rendent compte qu'une certaine froideur règne entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Mais ceci ne veut pas dire que le voyage à Varsovie de notre ministre des Affaires Etrangères influera en quoi que ce soit sur nos rapports avec Prague.

Les objectifs sont fixés une fois pour toutes et nous travaillons avec des valeurs positives que nous nous efforçons d'introduire dans l'opinion publique. Et maintenant, avançons et rapprochons-nous en quelques mots, avec toute l'objectivité nécessaire, de notre amitié avec la France que nous devons regarder bien en face, avec le sentiment de la responsabilité qui lui incombe et de la plus respectueuse franchise. Notre liaison avec la France est totalement dépourvue de ce caractère d'improvisation si fréquent ailleurs. Durant tout XIX-ème siècle, la société roumaine a été

dominée par le mouvement politique et culturel de Paris d'où tant de générations nous ont apporté ici, sur les bords du Danube, les échos de la civilisation française. Nous savons assez que la création des deux Principautés a été également, une conséquence de la politique étrangère de Napoléon III. La pensée roumaine moderne dans tous les domaines s'est moulée sur le modèle de la pensée française perpétuant de la sorte, des formules idéologiques créées par le mouvement intellectuel de la France. Cette même France a pénétré jusque dans l'intimité de l'âme roumaine et lorsque, bien plus tard, sous le règne du premier roi, dans une situation spécifique après la chute de l'Empire Français, elle s'est accrue davantage, protégée dans ses intérêts en adhérant à la Triple Alliance, notre culture a gardé en dépit de tout, inaltérée, l'impulsion reçue des bords de la Seine. La déclaration de la grande guerre, mettant en jeu le principe de nationalité, a détruit les engagements pris et tout ce qui était âme roumaine, par dessus toutes les théories politiques du passé, fidèle à son instinct de conservation, est venue se ranger à côté des alliés comprenant que de cette manière seulement, allait s'accomplir à notre égard, l'acte de justice escompté.

Les choses doivent être appelées par leur nom et la réalité, une fois de plus, doit être établie sans partialité dans cette question plus peut-être que dans toute autre. Notre attitude concernant notre participation à la guerre, n'a pas été dictée par des considérations d'ordre continental. Nous n'étions pas assez forts pour nous permettre le

luxé de nous engager dans la lutte, pour fixer d'une manière ou de l'autre l'équilibre européen ; la rêve de tant de générations entrainé en jeu : l'Unité — voici notre objectif politique. Et ce qui nous poussait à lutter pour la destruction du conglomérat austro-hongrois c'était notre mission historique même : l'Union des frontières politiques aux frontières ethniques. Le sort du monde n'a pas été considéré par nous à travers le prisme des vitraux brisés de la cathédrale de Reims ; nous nous sommes laissés conseiller par notre égoïsme national sacré, comprenant que, pour notre union, le chemin pour Alba-Iulia passe par Paris. La voici la réalité historique. Nous avons fait la guerre à coté de la France ; nous l'avons faite à nous seuls, isolés dans ce coin du monde, en compensant notre manque d'armement par une énorme perte de sang. De cette guerre nous sommes sortis pleins de gartitude pour la France et remplis d'espoir pour les jours à venir, croyant fermement dans l'appui de notre grande alliée.

Le grand péril qui nous guettait après le Congrès de la Paix c'était la vague de la folie russe que déferlait à tout rompre le bolchévisme qui se considérait sur pied de guerre, vis-à-vis de nous, contre lequel d'ailleurs feu Clemenceau avait lancé la formule du cordon sanitaire destiné à sauvegarder la civilisation européenne. Cette formule, pourrais-je dire, a été le dogme suprême de notre alliance d'après-guerre avec la France.

Quiconque connaît si peu que ce soit, l'évolution de nos rapports, doit avouer que nous avons été le plus loyal des alliés et le plus commode à la

fois, respectant comme un mot d'ordre les indications protectrices du Quai d'Orsay alors même qu'il y allait de nos intérêts.

Vous me permettrez de vous donner un exemple de cet esprit, dans lequel nous nous complaisons en matière politique avec Paris. Du temps du premier gouvernement Averesco dont j'ai eu l'honneur de faire partie après que la guerre polono-russe avait éclaté, les émissaires de la Russie bolchévique avaient tenté de prendre contact avec notre officialité, et ils craignaient que la Roumanie ne fît la guerre à l'Ukraine alors qu'eux s'acheminaient vers Varsovie. Pour s'assurer notre neutralité, les émissaires bolchéviques nous ont offert la reconnaissance de la Bessarabie. Des représentants semi-officiels roumains à Riga et à Stockolm ont pris contact avec les émissaires bolchéviques. Le gouvernement ne se prononçait pas encore. Je dois faire remarquer que le général Averesco voulait accepter cette reconnaissance de la Bessarabie de la part du gouvernement de Moscou, étant d'avis qu'une reconnaissance une fois accordée était dans l'intérêt Roumain et, quoiqu'il en fût, un point de gagné. Mais voici ce qu'il advint : inspirés toujours par le même scupule d'honnêteté en tant qu'alliés, après la prise de contact de Take Ionesco et de Ion I. C. Bratiano, nous nous adressâmes aux cercles officiels français et voici la réponse qu'on vous fit : — „On ne doit pas discuter avec des gens qui sont hors la loi et qui mettent en péril la paix mondiale“.

C'est ce que nous fîmes; cette attitude de perpétuel dévouement, nous l'avons continuée. Presque

avec soumission nous nous conformions aux conseils qui nous venaient de là-bas, négligeant très souvent la voix de la réalité et de nos intérêts. La France, naturellement animée par un sens positif jamais démenti, ne s'est point départie du chemin de la politique, plus que jamais certaine, qu'en ce qui nous concernait, elle pouvait compter sur une amitié à toute épreuve. Je ne pourrais pas affirmer que durant tout ce temps les cercles financiers de là-bas se sont montrés spécialement attentifs à notre égard. Les réalités de notre vie, nos nécessités inexorables n'ont point rencontré en France l'altruisme désintéressé que nous escomptions. Vous n'avez pas oublié sans doute les emprunts contractés sur le marché français qui étaient avant tout onéreux et nous imposaient par les obligations qu'ils comportaient des concessions offensantes pour notre dignité nationale en portant atteinte même à nos prérogatives naturelles. Vous vous rappelez également, je n'en doute pas, du temps où trôna à la Banque Nationale Mr. Charles Rist - journées si pénibles à supporter du point de vue de l'âme. Je regrette énormément de constater justement l'absence de ceux qui auraient eu un mot à dire sur ce chapitre, qui est loin de flatter notre dignité nationale. La responsabilité en est à ces bancs (Mr. Goga montre les bancs du parti national-paysan) qui sont aujourd'hui vides et peut-être qui le sait ? à louer.

Je ne voudrais pas m'occuper plus amplement du commerce extérieur entre la Roumanie et la France.

Je ne me suis jamais présenté ici, armé de chif-

fres, mais il y a certaines personnes qui, lorsqu'elles abordent un nouveau domaine, le font toujours avec sérieux. J'ai toujours eu un grand respect pour l'inconnu. C'est pourquoi j'ai voulu être armé et vous parler quoique sobrement—basé en même temps - sur une documentation précise. Vous me permettrez d'user — en la matière — de quelques chiffres. Voici, en ce qui concerne nos échanges avec la France, en 1935, la Roumanie a exporté en France: des produits en valeur de 80.000.000 lei et a importé des marchandises évaluées à 783.000.000 lei — ceci équivaut à un déficit de 91.000.000 pour la Roumanie.

Rien que pour la comparaison, je ferai voir à présent qu'en Italie la Roumanie a exporté des produits en valeur de 2.620.000.000 lei et a importé des marchandises en valeur de 839.000.000 lei ce qui représente un excédent pour la Roumanie de 1.631.000.000 lei. Au cours du même an, nous avons exporté en Allemagne des produits montant à 2.800.000.000 lei et nous en avons importé en valeur de 2.580.000.000 lei.

En outre, l'Italie et l'Allemagne sont à la tête des pays exportateurs et importateurs de chez nous, la valeur totale de notre commerce étranger avec ces deux états, durant cette année représentant la somme de 9.981.000.000 lei.

Donc: rien qu'au cours d'une année, l'échange — des deux côtés, entre nous et ces deux pays, est de 10.000.000.000, lei mais ce qui est pis c'est que, par dessus toutes ces questions vitales, l'évolution de la politique étrangère française, quittant son point initial de départ, a mis en circulation

des objectifs et des formules qui le plus souvent, ne pouvaient pas s'harmoniser avec nos intérêts.

La politique intérieure française commence également à recevoir de nouvelles orientations propres à éveiller un écho favorable dans l'âme roumaine. Voici la vérité que nous ne devons pas faire semblant d'ignorer. Il ne m'appartient pas de me mêler des affaires intérieures de la République française. Mais je manquerais à mon devoir si je n'avouais que le gouvernement actuel à la tête duquel se trouve Mr. Léon Blum — je profite du fait que nous jouissons de la liberté de la parole pour pouvoir dire ma pensée jusqu'au bout avec les buts qu'il poursuit,—ne peut être considéré par nous comme faisant partie de la lignée historique de cette France traditionaliste envers laquelle notre vénération n'a pas cessé un seul instant.

Tant que j'y suis, je vous prie de me permettre de lire les conclusions d'une manifeste élaboré par notre chef suprême, Mr. A. C. Cuza et par moi, et qui a été censuré d'une telle manière qu'il n'en est rien resté, je considère comme un acte d'impudeur—sinon d'impiété—de supprimer ce qu'écrit notre vénérable chef suprême, Mr. A. C. Cuza—et que cette mutilation soit opérée par des gens d'une incontestable valeur qui dirigent cette institution.

Eh bien, le manifeste a été bel et bien escamoté. Mais aujourd'hui, je suis disposé à me payer un peu la tête de ces importants personnages...

Devant un pareil état de choses qui défie la loi, me voilà prêt également à commettre un petit acte d'illégalité: j'ai fait imprimer le manifeste

que j'ai distribué de la sorte sans le faire passer préalablement — par la censure. Et comme vous ne possédez pas l'appareil de confiscation, le manifeste s'est répandu malgré vous.

Mr. A. Bontoiu : — Vous reconnaissez donc, que la formule conseillée tout à l'heure de la censure répressive n'est pas aussi infaillible. Vous venez de nous raconter par quels moyens vous avez pu faire pénétrer votre manifeste dans les masses. Vous voyez donc que la recette recommandée, la confiscation, n'est pas applicable.

Je persévérerai donc.

Mr. Oct. Goga : — Je vous prie de ne pas oublier que la formule est en soi-même quelque chose de rigide et de dogmatique. L'appliquer pourtant et toujours sans tenir compte de la diversité des cas, est une grande faute. Ensuite, en ce qui me concerne, je proteste. Ce qui était bon pour Mr. Iuliu Maniu, ne veut pas dire qu'il l'est tout autant pour moi, car si Mr. Maniu s'attaquait à la couronne, Monsieur Cuza et moi ne faisons qu'analyser très modérément la nouvelle situation créée en France à la suite du gouvernement Blum.

D'ailleurs j'aime croire que Mr. A. C. Cuza et moi pouvons assumer toute responsabilité et si nous avons le droit de considérer les rapports entre nous et la France — même le pourrais-je dire, c'est que nous représentons une bonne partie de l'opinion publique. Mais je ne saurais vous priver du plus piquant de l'affaire — comme je vous le disais donc, après la confiscation de notre manifeste j'ai été appelé au téléphone par mon ami Titulesco, tandis que je me trouvais à

Ciucea. Il m'a dit alors : — „J'ai entendu que vous vous êtes laissé dire que c'est par mon ordre que votre manifeste a été censuré. Comme crois-tu que j'aurais osé faire une pareille chose ? Je vous l'affirme à présent, afin que tous ceux qui écouteront par hasard notre conversation téléphonique en fussent témoins, que rien de tout ceci n'est vrai“.

Les protestations étaient si violentes que je n'ai pu m'empêcher de dire : — „J'ai l'impression que ce manifeste t'a causé pas mal de plaisir ? !

— „Du plaisir ? Pas, à proprement parler“. Ensuite il a cru devoir se justifier. Donc, Mr. Titulesco a protesté, soutenant qu'il n'en était pas l'auteur. Je vous prie en tous cas, de me permettre maintenant, en manière posthume, comme une sorte d'auto-légitimation pour nous, et une justification de la manière dont nous voyons, dans la situation actuelle, nos rapports avec la France, de lire les conclusions de notre manifeste d'alors. Les voici : „Lorsqu'à Paris triomphe le marxisme, dans l'âme de notre nation les préceptes nationalistes sont plus accentués que jamais“.

Dans la phase actuelle de notre histoire, le peuple roumain est frappé par les radiations d'un nationalisme organique, résultat de la conscience d'une différence ethnique, précise et irrévocable. Le nationalisme est justifié par la naissance de l'Etat roumain, étant, en même temps, l'unique plateforme de notre consolidation intérieure. Rien de cette conception ne peut être impunément sacrifié. Il y va de notre existence même. L'idée matérielle et chrétienne n'est pas seulement

la révélation d'une doctrine pour nous, c'est davantage encore, c'est le cri désespéré de l'instinct de conservation et de défense de la nation. Voici quelle est la réalité. Il est vrai qu'un complexe d'idéologie est intervenu entre une certaine partie de l'opinion publique française, gagnée au catéchisme de Lénine et l'orientation morale du peuple roumain. Nous ne pouvons manquer d'enregistrer — malgré notre peine — cette dissonance de sentiment et de pensée et tirer une conclusion dictée par le changement opéré dans cet état de choses que nous ne saurions cacher à tous ceux qui s'intéressent aux souffrances du pays. Nous nous croyons dans l'assentiment de tous les bons Roumains qui connaissent les moindres pulsations de l'histoire lorsque nous affirmons sans répit notre admiration inébranlable pour la France traditionaliste, imbue de la conception de l'harmonie sociale, pour l'accomplissement du bien collectif.

Envers cette France qui a introduit dans le laboratoire de pensée du continent le principe de nationalité et a préparé la paix universelle et les changements de frontières basés sur cette éternelle vérité, le peuple roumain et tous les courants politiques de notre pays ont gardé une respectueuse expectative, attendant au-delà d'une passagère désagrégation morale, une résurrection salutaire. Nous attendons remplis d'émotion, pour lui tendre la main avec reconnaissance, la renaissance de la France des traditions, qui a transplanté chez nous l'idée de nation et de patrie.

Nous ne pouvons manquer de déclarer à cette-

même occasion que perfectionnant nos sentiments du passé pour la grande nation française, nous ne nous en faisons point leur écho et nous nous maintenons dégagés de toute obligation vis-à-vis de l'actuelle officialité française représentée par Mr. L. Blum, en attirant l'attention du peuple roumain que nul bien ne l'attend de ce côté“.

Voici, Messieurs, notre conviction que nous exprimons avec respect et sincérité. Nous sommes pour le maintien des liens d'amitié et d'alliance avec la France, en nous gardant—cela va de soi—une entière liberté d'action quant à refuser ou à recevoir les formules internationales propres à influer sur notre destin.

Mr. Pamf. Seicarou.—Pourquoi n'avoir pas traduit ce manifeste que vous auriez envoyé aux journaux français qui—j'en suis sûr—l'eussent entièrement publié.

Mr. Oct. Goga.—Je vous avoue sincèrement que je suis convaincu qu'il eut été de plus, applaudi. Si je ne l'ai pas envoyé c'est que j'ai cru devoir m'adresser uniquement au monde roumain, car j'ai la certitude que partout et toujours nos rapports internationaux seront dictés par nous mêmes, d'ici, de chez nous. Rien ne peut être fabriqué dans des laboratoires, en dehors de notre pays. Les radiations de l'âme roumaine décideront de toutes les grandes vérités se rapportant à notre destin. Et maintenant vous me permettrez de passer en revue nos rapports avec l'Italie.

Je chercherai à tracer succinctement l'évolution de ces rapports jusqu'à ces derniers jours marqués si tristement par le récent discours du Duce, de

Milan. Je n'insisterai pas sur le passé lointain. Nous le savons tous ici et au delà des frontières que l'histoire roumaine ne peut être envisagée sans les radiations de Rome qui illumine de son scintillement éternel le chemin de notre renaissance nationale. Dans un passé très récent, à l'occasion de la grande guerre, l'Italie faisant partie de la Triple Alliance, a influé par sa formule de neutralité sur notre attitude.

La Conseil de Couronne de Sinaia en est un parfait exemple. Et notre déclaration de guerre n'a-t-elle par été déterminée toujours par l'Italie qui, sortie de la Triple Alliance, s'était décidée à s'engager dans la mêlée.

Nous avons partagé en commun les luttes et les souffrances. N'oublions point également la contribution directe des volontaires de l'Ardeal qui, à la tête de leurs bataillons, ont lutté sur le front italien et en sont revenus remplis d'un profond sentiment d'amour fraternel pour la cause qu'ils avaient défendue et qu'ils devaient avoir l'occasion de soutenir avec ardeur, lorsque, lors du congrès de la Paix, les revendications italiennes semblaient n'être pas intégralement satisfaites.

La profonde douleur dont le peuple roumain a été saisi lorsque le poison du bolchévisme a désorganisé la vie intérieure du peuple italien, n'a d'égale que la satisfaction qui y a fait place quand le bras dominateur de Mussolini a introduit la prospérité et le calme en Italie. Mais qu'en advint-il ? La vérité doit être exprimée une fois de plus avec la même obstination dont j'ai fait preuve et qui m'aidera à mener à bonne fin l'examen des fac-

teurs de politique extérieure qui ont influé sur notre sort.

L'écho éveillé à Paris par la conception politique de Mussolini n'a pas été des plus favorables. Davantage encore ; la plus grande partie des fonctionnaires de la République, réfractaires au culte de la personnalité et ce qui plus est, voyant par esprit de superficialité, en Mussolini, plutôt l'incarnation d'un condottière que l'esprit d'un réformateur moderne destiné à créer de nouvelles formules de jugement dans l'évolution politique de l'humanité, ignorant la configuration spéciale de l'âme italienne—ont contribué à faire recevoir avec beaucoup de froideur, voire même d'ironie, l'avènement du fascisme en Italie.

Mr. Pamf. Seicarou : „Paul Boncour a dit même : „César de Carnaval“.

Mr. Oct. Goga : Sans vouloir faire de citation je me contenterai d'attirer votre attention et de vous rappeler que du „Rire“ jusqu'au grave „Journal des Débats“, sur des gammes variées, l'ironie spécifique à l'esprit français se donnait libre cours à l'adresse de Mussolini, c'est dans cette profonde incompréhension de l'âme italienne que réside la cause de l'isolement de l'Italie durant les premières années de la résurrection fasciste. Vous savez quelle en a été chez nous la répercussion, je ne dirai pas dans notre opinion publique qui est généralement un réceptacle assez sûr, ni dans nos milieux intellectuels qui n'ont pas manqué d'accorder toute attention au phénomène italien, pas même dans la masse populaire qui a l'instinct infailible de l'appréciation des valeurs, mais notre

officialité — vous vous en souvenez — a cru de son devoir — dicté, comme toujours par les actes et gestes de Paris — d'en adopter l'attitude de doute et de criticisme — ce qui empêche un rapprochement.

Heureusement cette réserve a définitivement cessé avec le temps. Le gouvernement de 1926, du Maréchal Averesco, a renoué dans une certaine mesure le zèle historique en créant des relations bienveillantes avec l'Italie. Nous devons reconnaître que dès le début, Mussolini nous a tendu une main fraternelle. Nos relations sont devenues très amicales même, à la suite de la reconnaissance de la Bessarabie, de la visite du Duc de Spoleto, suivie de celle du Maréchal Badoglio et sans doute, par l'emprunt accordé à la Roumanie. Le traité d'amitié destiné à resserrer les liens entre les deux pays n'a fait que sceller ces relations.

Et afin que vous vous rendiez compte du fait que le traité d'amitié renfermait aussi bien la reconnaissance de nos frontières, permettez-moi de vous lire le passage qui s'y rapporte. Je ne crois pas pour ma part, que cette mutilation de la Hongrie dont parle le Duce, soit en ce qui nous concerne une découverte tardive ! Avec sa perspicacité Mussolini n'aura pas mis vingt ans à s'apercevoir de cette amputation. Il ne peut s'agir que d'un accès récent, passager et épisodique de bouderie car voici ce que dit notre traité d'alliance avec l'Italie :

„Art. I. Les hautes parties s'obligent réciproquement à s'accorder mutuellement aide et collaboration cordiale autant pour le maintien de l'ordre

international que pour le respect et l'accomplissement des obligations stipulées par les traités dont les parties sont les signataires.

„En cas où la sûreté et les intérêts de l'une des hautes parties contractantes, viendraient à être menacés par suite d'une intervention fortuite du dehors, l'autre partie s'oblige à accorder son aide bénévole politique et diplomatique dans le but de faire cesser la cause étrangère de cette menace“.

Nous voyons dès lors qu'il était question non seulement de la reconnaissance de nos frontières, mais aussi de leur défense par l'engagement d'une aide réciproque entre la Roumanie et l'Italie.

Pour faire davantage ressortir le caractère de loyauté de nos rapports à cette époque, relevons un seul fait qui est caractéristique par la lumière qu'il projette sur nos relations de 1926-27, avec l'Italie et Mussolini. C'était pour la première fois que se posait le problème de la visite à Rome du chef du gouvernement hongrois le comte Bethlen.

Le Duce qui recevait alors, pour la première fois, le chancelier de la Hongrie, s'adressa par l'intermédiaire du marquis de Durazzo, alors ministre d'Italie chez nous, au chef du gouvernement roumain et parce qu'il s'agissait d'une question hongroise et que j'étais ministre de l'Intérieur, il cru devoir s'adresser à moi également, nous demandant en quels termes il avait à parler au comte Bethlen afin d'être agréable à la Roumanie.

C'est, à n'en pas douter, plus qu'il ne faut comme certificat de parfaite intimité politique aussi bien que de l'indiscutable correction de Mussolini envers nous.

Malheureusement, la chute du gouvernement Averesco amena un changement d'attitude dicté par certains cercles politiques français de Roumanie, ce qui fit commettre fautes sur fautes, peu propices à servir nos nécessités. Le résultat fut que la réserve du début se transforma bientôt en froideur réciproque—bien entendu—aboutissant en fin de compte à revêtir un caractère irritant lorsque, contrariant l'opinion publique de chez nous, Mr. N. Titulesco, tout à sa politique d'étouffement des aspirations italiennes, vota à la Société des Nations les sanctions compliquées et inopérantes qui, vous le savez très bien, ne favorisèrent nullement nos intérêts politiques et d'autant moins nos nécessités économiques.

Mr. Pamf. Seicarou : — Il serait intéressant de savoir ce que les sanctions appliquées par nous ont fait gagner à la Hongrie et à l'Autriche.

Mr. Oct. Goga — Permettez-moi de vous répondre, Mr. Seicarou, basé toujours sur des chiffres devenus pour moi une sorte de nécessité professionnelle, que du point de vue de l'économie nationale notre échange avec l'Italie est tombé de 3.000.000.000 lei — le montant des produits exportés — à 400.000.000 lei.

Eh bien, la conclusion a été que l'Italie qui — entre temps — avait refait ses relations avec la France n'a plus trouvé nécessaire de renouveler le traité d'amitié avec nous. Parallèlement à ce jeu diplomatique, je n'oublierai jamais la conférence des Détroits, où Mr. Titulesco soutenant avec une rhétorique spécialement agressive la pénétration de la Russie dans la Méditerranée, à pro-

duit, pourrais-je dire, une impression pénible dans les cercles politiques de Londres, habitués à un régime de condescendance. Cette attitude a d'ailleurs, paru d'autant plus inexplicable que la thèse britannique était plus conforme aux nécessités de la Roumanie. J'en appelle dans cette question à votre bon sens ? à quoi rime la pénétration russe dans la Méditerranée. Tout d'abord, comme une conséquence directe, cette infiltration amènerait la création d'une flotte bolchévique dans la Mer Noire. Et je vous demande un peu : est-ce bien dans l'intérêt de l'Etat Roumain, d'avoir une forte flotte russe dans la Mer Noire qui mette en danger les côtes roumaines ? Jusqu'à présent cette flotte n'a pas eu raison d'exister étant donné que la Mer Noire n'avait pas d'issue, à partir du moment où l'accès à la Méditerranée sera libre, cette flotte, nécessairement devra se transformer en une force capable d'affronter les flottes circulant dans la Mer Noire. Est-ce assez clair pour n'avoir plus besoin d'ajouter quelque chose ? Je crois que oui. Le bon sens l'affirme.

Dans cette situation le point culminant dans nos rapports avec Rome a été atteint le jour où, à Genève, Mr. Titulesco a exquissé devant les journalistes le geste mal inspiré dont la réplique de l'opinion publique d'Italie a été une réaction violente contre notre ministre des Affaires Etrangères. La tension n'a cessé que le jour du départ de Mr. N. Titulesco.

Vous vous souvenez de la réponse émue du comte Ciano, ministre des Affaires Etrangères

d'Italie au télégramme de Mr. V. Antonesco lui faisant connaître sa mise en possession du département des Affaires extérieures. On escomptait probablement au palais Chigi, sinon conformément à la réalité, du moins tenant compte de la logique, que le sacrifice de la personne de Mr. Titulesco, entraînerait fatalement le sacrifice de sa politique.

Eh bien, le démenti ne tarda pas à venir de notre part créant de nouveau une apparence contraire le jour où, à la Société des Nations lors de la discussion pour savoir si l'Abyssinie continuerait à être admise à Genève, la Roumanie par la voix de Mr. V. Antonesco vota de nouveau contre l'Italie. Alors, comme vous le savez fort bien, fidèle à la promptitude qui le caractérise, à Milan le Duce a prononcé les paroles contenant autant de tempérament que d'injustice pour nous.

Je parle de cette tribune au nom du parti national-chrétien mais je parle également au nom des bons Roumains qui par dessus toutes les catégories politiques pensent en Roumains conscients.

Nous reconnaissons loyalement que dans nos rapports de politique étrangère envers Rome, des erreurs ont été commises. Mais ces erreurs mêmes ne conféreront à personne le droit de faire table rase, ne fut-ce que passagèrement des sentiments fraternels qui unissent deux nations par des théories de fortune, lancés à la légère et contraires à la réalité historique.

Au fond, la Hongrie a dû subir sur le tard un acte de justice historique, en étant réintégrée dans ses limites ethniques à la suite du même principe,

en vertu duquel nos frontières et celles de l'Italie ont été élargies : c'est pourquoi nous sommes fortement tentés d'espérer que la dernière attitude de Mr. Mussolini demeurera un épisode passager et sans conséquences. Les dernières nouvelles comme les attitudes les plus récentes nous le font croire. Je n'ai pas entendu se répéter les paroles catégoriques de Milan.

Mr. Pamf. Seicarou : — Le comte Ciano à Budapest n'y a également plus fait allusion.

Mr. Goga : — „En tout cas, pour ce qui est de nos sentiments pour l'Italie, fussent-ils même blessés par des flèches inopportunes, ils ne manqueront pas de suivre le sillon de toujours, conscients qu'aucune force au monde ne pourra arracher de de l'âme roumaine la colonne de Trajan avec toutes ses suggestions.

Messieurs les députés, puisque nous en sommes aux erreurs commises au nom des exigences politiques élémentaires, je crois que la plus pénible est peut-être celle engendrée par l'attitude des derniers temps de Mr. Titulesco, vis-à-vis de la Pologne. Ya-t-il quelqu'un pour ne pas se rendre compte que, même victimes de l'oppression russe qui le long des siècles nous a amputés des territoires nationaux et a étouffé l'existence de l'Etat polonais — autant que de la prédestination géographique et de notre prudence devant le jour à venir nous sommes destinés, Polonais et Roumains, par une communion d'intérêts garantis par le passé et reconnus par le présent, à nous entraîner afin de pouvoir, côte à côte, envisager l'avenir avec un semblant de sécurité.

Cette vérité nous l'avons comprise dès le début de la formation de l'Etat voisin et je dois affirmer qu'il en a été autant pour Varsovie. Le grand héros et homme d'état, feu Pilsudsky, par ses déclarations répétées et ses fréquentes visites en Roumanie, a conféré un caractère quasi testamentaire à cette amitié.

De cette reconnaissance des deux côtés a été créé notre traité d'alliance qui, plus clair et plus catégorique que tout engagement d'Etat à Etat, fixe la corrélation organique entre la Roumanie et la Pologne.

Permettez-moi de vous lire deux articles de notre traité d'alliance avec la Pologne — le plus clair de tous les traités signés par nous. Voici le premier article :

„La Roumanie et la Pologne s'engagent à respecter réciproquement et à maintenir contre toute agression du dehors leur intégrité territoriale autant que leur indépendance politique actuelle.

2-ème article :

„Au cas où la Roumanie ou la Pologne se verraient attaquées sans provocation de leur part, la Pologne, et respectivement la Roumanie, s'obligent à s'aider et à se secourir mutuellement.“

Néanmoins durant ces dernières années, à partir du moment où M. Titulesco commence à marquer une forte préférence pour Litvinoff — je ne dis pas „monsieur“ parce qu'il me faudrait dire „tovorisch“ ce que je ne puis nullement — et à afficher des sentiments d'hostilité envers la Pologne faisant montre de temps à autre d'attitudes qui grâce seulement à une extrême bienveillance pouvaient être

sciemment ignorés sans influencer autrement sur les rapports des deux Etats. A titre de curiosité, je dois relever le fait qui projette une assez étrange lumière sur l'évolution en matière de politique étrangère que du Quai d'Orsay, d'où jadis toute discussion avec Moscou nous était interdite et pourtant Dieu sait combien durs avaient été les jours où la reconnaissance de la Bessarabie nous était refusée, — on nous demandait à présent avec plus d'insistance que jamais, le rapprochement de la Russie et l'on nous donnait également le conseil de signer un pacte de non agression et d'alliance avec l'U.R.S.S.

Si ce fait s'était produit, il eût fatalement entraîné la dénonciation du traité d'alliance avec la Pologne car si sa politique extérieure appropriée à ses intérêts ne lésaient aucunement les nôtres, il est clair qu'un pacte de non-agression avec la Russie l'obligerait dans la situation géographique dans laquelle elle se trouve, à tourner ses regards vers Berlin afin que, de ce côté-ci du moins, ses frontières fussent déterminées. Les conséquences plus tard ont démontré que cette politique basée sur des réalités et sur un sentiment très accentué de la dignité nationale a abouti à des résultats inespérés augmentant considérablement le prestige de nos alliés.

C'est une réelle satisfaction pour nous qu'enfin de ce côté-ci, une réparation des erreurs commises commençât. C'est pourquoi, la visite de notre ministre des Affaires extérieures qui se trouve aujourd'hui à Varsovie, ne peut que nous réjouir en lui souhaitant qu'après les éclaircissements

bienveillants des deux côtés, une véritable amitié en soit le résultat afin que toute incertitude qui eût pour objet les spectres menaçants du bolchévisme si souvent dirigé contre nous et en général contre tout ordre établi cesse définitivement. Messieurs les collègues de la majorité, permettez-moi d'attirer votre attention sur ce passage, peut-être le seul que vous auriez dû applaudir parce qu'il y est question de faits d'ordre général dont votre ministre des Affaires Etrangères est l'exponent.

Mr. P. Constantinescou-Bordeni : — Il y a, Mr. Goga, des curiosités politiques. Lorsque Mr. Georges Brătianu parlait de cette tribune sur la même question et que vous applaudissiez en signalant néanmoins certaines erreurs de la politique étrangère, les majoritaires ne le laissait point parler.

Mr. O. Goga : — Il s'agissait là-bas de questions familiales ; — tout autre était la situation. Messieurs les députés, je ne voudrais pas abuser outre mesure de votre patience parce que si ce discours, présente pour moi l'avantage d'être plus court et de manquer de parenthèses il n'en est pas moins vrai qu'il présente, en même temps, le désavantage de n'être pas écouté par mes adversaires.

Messieurs les députés, la Russie a toujours représenté pour nous un appétit de territoires.

Une voix des bancs de la majorité : — Ne nous considérez-vous point, Mr. Goga, adversaires ?

Mr. O. Goga : — Je ne peux vous considérer adversaires en cette question de politique extérieure. Je ne ressens un sentiment d'adversaire qu'envers ces messieurs qui sont allés à Chişinău

réjouir la Bessarabie en faisant connaître à leurs habitants que nous serons sans cesse à côté de la Russie.

La Russie a toujours représenté, pour nous — c'est la vérité historique — un appétit de territoires. Le testament de Pierre le Grand prévoyait pour atteindre Constantinople la domination de notre sol. C'est grâce à cette tendance d'expansion qu'ont été enlevés maintes fois des morceaux de notre territoire national, étant soumis, de la sorte, à un véritable abolissement ethnique. Voici l'explication du manque de confiance et de la peur qui ont constitué la base des sentiments dont notre peuple s'est inspiré au cours de l'histoire.

La Russie bolchévique garde, à notre égard, toutes ces impulsions historiques; une preuve en est le fait que la Bessarabie réintégrée à la Patrie-Mère, ne nous a pas été encore reconnue par ceux qui, les derniers temps, n'ont pas manqué d'affecter en maintes occasions, officiellement, leur soit-disant attitude de bienveillance pour nous.

Mr. Constantinescou-Bordeni : — Il paraît qu'à ce propos il existerait une lettre commerciale entre messieurs Litvinoff et Titulesco.

Mr. Oct. Goga : — Je n'en sais rien, mais je ne peux manquer de remarquer combien minutieusement a été mis à contribution l'art du subterfuge quant à la manière d'aligner des mots et éviter en même temps dans tous les actes officiels produits jusqu'à présent par les Russes, la reconnaissance de la Bessarabie. Ce qui pis est, c'est que là-bas s'exerce une importante activité militante contre la Bessarabie roumaine. Et maintenant revenons à la censure.

Il y a un mois et demi, au poste de radio de Tiraspol a été prononcé en langue roumaine, un discours d'une violence extraordinaire. En définitive la radio est en Russie une institution d'Etat et si, en ce qui nous concerne, nous ne sommes pas en relations d'amitié avec les Russes, nous ne sommes également pas en rapports officiels qui pussent justifier un pareil langage.

Eh bien, dans la conférence prononcée à la radio, on a parlé de la nécessité de noyer dans le sang cet état de bourgeois qui est la Roumanie. Je me suis permis de l'enregistrer afin que tous ceux qui par hasard ne n'auraient pas entendu ce fameux discours, apprissent les mots qu'on prononce à notre adresse à Tiraspol, là-bas même où a été reconstruit le pont qui permet de communiquer ensemble.

Mr. Const. Bordeni : — Et il a sûrement été censuré.

Mr. Oct. Goga : — Certainement. On ne nous a pas permis de l'enregistrer pour faire l'éducation des citoyens de ce peuple. C'est une grande erreur politique vu que, en tant que questions de pédagogie, nous privons notre peuple de ses réels conseillers.

Mr. G. I. Cuza : — Par contre, l' „Isvestia“ est vendue dans toute la Bessarabie sans que personne s'en offusque. Pas plus tard qu'il y a quelques jours c'est nous qui avons confisqué quelque deux cents numéros dont nous avons fait, à Calarash, un autodafé.

Mr. Oct. Goga : — Mais la Russie bolchévique nourrit également le désir d'une expansion idéo-

logique vers l'Occident, en poursuivant infatigablement en vue d'une révolution générale, la méthode de la destruction, dernier but de ces Erostrates du Kremlin soviétique, telle que Mr. Titulesco voulait réaliser par ses efforts, a été la plus terrible hérésie enfantée dans le laboratoire de la diplomatie roumaine. Le but de ces paroles n'est pas d'examiner du point de vue militaire le problème d'une coopération russo-romaine dans l'éventualité d'une guerre entre l'Allemagne et la Russie dont on parle tant; cette question dépasserait sinon notre attribution, du moins notre préparation et entendement.

Du point de vue des conséquences politiques le problème apparaît des plus simples. Toute personne de bon sens peut envisager la question et entrevoir clairement les conséquences. Ayant à nos côtés la Russie dans un guerre, fût-on vainqueurs ou vaincus, la situation serait tout aussi inextricable. Vaincus, nous ne ferions que subir les conséquences logiques de la vieille doctrine : „vae victis“. Le problème de l'Ardeal, qui, devenu territoire de guerre, serait mis sur le tapis aurait vite fait — fatalement — d'être réclamé par les compétiteurs du parti contraire, les Hongrois en l'occurrence. Ceci en tant que vaincus. Vainqueurs, la question serait encore plus compliquée.

Et pourquoi, me demanderez-vous ? Le problème envisagé de ce côté-ci, demande tout autant d'attention. Nos gouvernements peuvent être comparés à certains chirurgiens qui font des expériences aux frais de ce pauvre peuple. C'est une vérité que, malgré tout, nous ne pouvons cacher sans

nous condamner à pratiquer la politique de l'autruche. Les choses doivent être courageusement envisagées, car nos solutions préparent l'esprit public devant le lendemain.

Une guerre de la Russie victorieuse avec nous à ses côtés, à quoi aboutirait-elle ? Vous savez fort bien ce que cela signifiait avant. La Russie tsariste faisant la guerre et la gagnant grâce à notre appui et à l'intervention opportune que nous accordions, trouvait néanmoins le moyen d'augmenter ses territoires à nos dépens. Voici le portrait de la Russie tsariste avec sa faim inextinguible dirigée vers Constantinople. Une Russie bolchévique, victorieuse, n'aurait rien à voir avec le testament de Pierre le Grand, une telle Russie représenterait une pénétration vers l'Occident, un piétinement de notre sol, une bolchévisation continentale, planétaire, dirai-je. L'histoire de l'humanité, n'aura jamais connu un pareil ébranlement. Imaginez-vous ce que serait pour notre existence une telle bolchévisation du point de vue de la civilisation roumaine. En cette période de fragilité d'adolescence d'une civilisation chez un peuple qui, pour la première fois, s'est vue accorder la possibilité d'une politique, cela signifierait la destruction de notre culture nationale submergée par un flot d'obscurité. Du point de vue politique, cela nous ramènerait à la plus primitive formule de notre ère, la résurrection des Knéziates peut-être, car, y a-t-il quelqu'un pour s'imaginer qu'une fois répandue, cette vaste et trouble étendue d'eau dans cette marais dans laquelle plongerait avec nous l'Europe entière, au faite du palais de la Calea Victoriei pourrait continuer à flotter notre blason royal.

Mr. I. Inculeț :— Je crois qu'il ne nous est pas difficile de constater — et nous en avons bien des garanties — qu'il n'existe pas de peuple plus réfractaire à l'idée communiste que le peuple roumain ?“.

Mr. G. I. Cuza :— J'ai bien peur qu'il n'en soit pas tout à fait ainsi. Connaissez-vous la situation des étudiants de Iassy ? Il y a seulement quelques années les étudiants étaient entièrement nationalistes. Aujourd'hui, des quatre mille étudiants de l'Université de Iassy, six cents sont nationalistes, mille sept cents communistes, et le reste a adopté la formule „l'étudiant à l'étude“. Et penser que cet état de choses existe seulement depuis un an ?.

Mr. O. Goga :— Je cherche pour ma part, une formule de réponse comme qui dirait placide. Je subis malgré moi, l'influence de cette sonnette (montrant la sonnette du bureau présidentiel) qui résonne derrière moi et m'invite à la rêverie.

Mr. le vice-président du conseil, je dois vous dire que ce n'est pas pour la première fois que j'entends dire qu'il n'existe pas de danger pour nous. D'abord, ce n'est point de cela que je veux parler.

Mr. Inculeț :— Je dois vous avouer, combien j'ai été impressionné lorsque en Bessarabie lors de la révolution — une Bessarabie inondée de troupes bolchéviques et un front pareillement inondé de troupes bolchévisées russes, j'ai pu constater que ni la Bessarabie ne s'est bolchévisée ni surtout que les soldats roumains aient subi l'ascendant bolchévique, se soumettant intégralement à la discipline imposée.

Mr. O. Goga :— Mr. Inculeț, vous avez sûre-

ment raison sous ce rapport pour ce moment précis de l'histoire. Seulement permettez-moi de faire une petite analyse de circonstance. Le peuple roumain a résisté; cela est un fait. Mais je vous prie de vous transposer, vous qui avez vécu les tourments de la guerre dans l'état d'âme de cette époque.

L'âme roumaine était dominée par le mirage de l'utile. L'instinct national avec toute la vigueur d'une première recrudescence s'était enracinée dans la conscience roumaine et demandait satisfaction. Nous étions partis alors, non parce que nous possédions des canons mais parce que nous avions une configuration morale et sentimentale saine.

Le temps a passé et nous voilà entrés dans la période de luttes intérieures avec nos désirs légitimes de consolidation intérieure. Dix-huit années se sont écoulées depuis. Examinez votre âme et cherchez à y établir le contact avec le monde au milieu duquel vous venez, tâchez de causer ensemble. Possédez-vous encore cette armure morale grâce à la quelle la résistance était possible? Sommes-nous encore, dans cette période d'illuminés de l'idée nationale qui nous dressait tel un mur insurmontable? Hélas, non! Non seulement notre économie matérielle est déficitaire, mais aussi bien l'économie morale de notre nation. Voici la réalité. Dès lors nous ne pouvons plus opposer la même force élémentaire de répulsion vis-à-vis des injonctions du dehors. Il est certain que le peuple roumain est par sa structure morale et économique, anticommuniste. Son idée de

la propriété individuelle qu'il a pour base y est très claire. Mais je ne saurais omettre d'attirer votre attention sur ce que le pays entier est plein d'une fébrile activité bolchévique, chose dont vous êtes sûrement renseignés quoique vous vous imaginiez remplir votre devoir en cherchant des formules afin de calmer l'opinion publique. Il ne se passe par de jour sans que des brochures communistes viennent à être découvertes.

Aujourd'hui, avant mon départ pour la Chambre, j'ai reçu la visite de gens m'apportant des brochures imprimées des journaux et une cinquantaine de revues qu'une activité concentrique surveillée et dirigée répand chaque jour dans les casernes et un peu partout.

Eut-on jamais cru que le peuple espagnol imbu d'un catholicisme qui de Philippe II à nos jours fut plein d'ombres religieuses et dont l'Escorial et les images saintes de Murillo constituaient le credo, fut un jour la proie d'une inextinguible soif de meurtre et de carnage. J'ai discuté avec des gens arrivant d'Espagne, de Burgos, et qui m'ont raconté que chez eux le bolchévisme sévit, tel une épidémie qui a fini par contaminer les paysans et à diviser le monde en deux partis.

Si vous n'avez pas saisi cette réalité, cela n'empêche pas qu'elle existe tout de même.

A cette situation nous ne pouvons qu'opposer une contre-action de l'idée nationale. Il est certain qu'en faisant agir votre égoïsme national contre ces dangereuses conceptions nous rendons un incontestable service à l'idée d'Etat. Et si je viens d'évoquer l'exemple de l'Espagne qui malgré

ses glorieuses traditions et son passé de sainteté connaît aujourd'hui l'anarchie et le désordre et se voit déchirée en lambeaux par suite des agitations communistes, ce n'est pas sans raison. Et ce „Frente Popular“ qui vient de pousser la République Espagnole jusqu'au bord du précipice est-ce autre chose qu'une formule d'avantgarde lancée par le Komintern de Moscou l'année dernière comme une torpille contre les Etats bourgeois.

J'ai eu l'honneur, ici à cette tribune, sous un flot d'interruptions de la part même de ces messieurs qui sont absents aujourd'hui, de vous faire voir la manière dont a pris corps l'idée du front populaire.

J'ai montré ici à la Chambre, basé sur des citations de l' „Isvestia“ la décision du Komintern et vous vous êtes rendus compte par vous-même que si les élections de Hunedoara ont échoué, c'est grâce à l'existence de ce „Front Populaire“. Quels qu'un parmi vous est venu montrer tous les effets de ce Front Populaire, quelqu'un que je n'ai pas eu l'honneur de connaître, mais qui a exprimé toute la vérité.

Il y a des dizaines et des centaines de brochures et de publications. J'en tire mes constatations, lorsque je parle du Front Populaire. Je ne sais ce que l'avenir nous réserve, mais je ne peux m'empêcher de constater qu'aujourd'hui on use de tous les moyens pour mettre d'accord les tendances du Front Populaire de Mr. Léon Blum, avec d'autres événements d'Espagne qui se manifestent aussi chez nous. Je viens de recevoir aujourd'hui même une revue intitulée „Pacea“,

qui met en circulation les idées que le Dr. Lupu a rapportées de l'étranger.

Cette revue parle de la paix par l'entremise du Front Populaire, des éléments de gauche et des événements communistes ; Je pourrais vous parler des heures entières du péril bolchévique en tirant de l'expérience quotidienne des exemples à vous soumettre. Devant cette destruction méthodique qui révolutionne la société humaine et propage le ferment de dissolution, l'intervention du peuple allemand pour combattre le bolchévisme ne peut être que légitime.

La civilisation européenne ne peut qu'être reconnaissante de cette impulsion de conservation de l'humanité. L'appel lancé à ce propos par Berlin pèse de tout son poids, dans la balance de l'appréciation des peuples et trouvera toujours un écho dans la psychologie de ceux qui ont à la base de leur orientation un patrimoine de jugement national.

La Roumanie, devra suivre avec intérêt cette création, assez tardive, du cordon sanitaire dont parlait jadis l'esprit de sage prévoyance de Clémenceau. A part ces considérations d'ordre général il y a, messieurs, une série de justifications spécifiquement roumaines qui plaident en faveur de la normalisation de nos rapports avec l'Allemagne. Si la guerre a quelque peu assombri, passagèrement, nos relations avec l'Allemagne elle n'a pu détruire les fondements même de cette vieille amitié.

Combien Nicolas Filipesco s'exprimait sagement en 1916. Ce Roumain représentatif de la race avait pleinement raison lorsque, en réfléchissant au sort

de ce peuple qui était à la veille de la guerre, il en fixa la formule historique en ces mots :— „Nous faisons la guerre remplis de haine envers les Hongrois — franchement indifférents envers l'Autriche et pleins de regret envers l'Allemagne“. Ne fût-ce que pour argumet économique dont j'ai déjà passagèrement parlé la nécessité d'un rapprochement au bénéfice des deux partis serait pleinement justifiée. Mais il existe encore une question que j'ai toujours accentuée et que je me permettrai d'invoquer une fois de plus : c'est le problème de l'intégrité de nos frontières. Opportunément ou non, les détracteurs d'Adolf Hitler, représentants de la race sémite pour la plupart, s'en prenant à la question de la révision allemande, ont répandu, la rumeur qu'il voulait entamer nos frontières.

J'ai toujours considéré cette affirmation comme une erreur. Pourquoi ? Parce que, tout d'abord, il n'y a pas un seul cercle politique sérieux allemand qui après la guerre, ait mis un telle idée en circulation.

Deuxièmement, en ignorant nos prétentions par rapport à nos frontières, ils ne feraient que nier la légitimité du principe national en vertu duquel s'expriment justement les revendications allemandes. Or je ne me rappelle pas avoir surpris chez ce peuple habitué à la logique, une éclipse d'intelligence ou de jugement qui le fît jamais se placer sur un terrain aussi mouvant. Mais comme je viens de le déclarer aux journaux, j'ai eu le plaisir en prenant contact avec les chefs de la politique allemande de recevoir la confirmation de mes déductions.

Enfin, dernièrement, il y a deux semaines, nous avons eu la satisfaction d'enregistrer les paroles politiques de responsabilité de Mr. Alfred Rosenberg, le chef de la politique étrangère du parti national socialiste en Allemagne indentifié avec le pays même. Dans le journal du parti, les revendications revisionnistes sont considérées du point de vue exclusivement allemand.

Et puis y aurait-il quelqu'un pour nier le droit de réformation de la grande famille allemande. Puis-je en toute conscience en tant que bénéficiaire du principe des nationalités, nier le droit qu'à l'Allemand de Linz de tendre la main à son frère d'Augsburg, comme le Roumain de Sibiu qui a fraternisé avec le Roumain de Craiova? Pourrais-je nier ce droit sacré normal et logique en vertu duquel se maintient aujourd'hui l'équilibre européen? Pourrais-je jamais refuser à un peuple cultivé le droit de s'unir dans un grand laboratoire intellectuel— le droit de Grilparzer de communier avec Goethe—le droit enfin de former, pour le bien de l'humanité un grand patrimoine de culture européenne? Non, je ne le pourrais pas. Dès lors — nos frontières tracées en vertu de ce même principe, l'unité une fois accomplie— les Allemands pourraient-ils jamais nous refuser le droit d'existence? Cette reconnaissance de nos frontières ne serait en somme qu'une déduction logique, mais ce que je ne saurais omettre d'enregistrer ici, devant le Parlement, c'est la satisfaction du peuple roumain devant la déclaration du quotidien du parti national-socialiste de Berlin, par laquelle il reconnaît n'avoir pas à se mêler des affaires des autres,

comme il croit de son devoir d'en respecter les intérêts vitaux, ne jugeant pas nécessaire de libérer ceux qui font l'objet de l'absurdité des prétentions révisionnistes, il préfère prudemment s'en garder.

Je voudrais examiner le problème sous tous ses aspects et nous faire entendre l'écho de notre situation dans les autres pays. C'est à cette fin que la lecture des journaux étrangers et hongrois notamment me passionne. L'article de Mr. Alfred Rosenberg, a ramené à la réalité ces inexorables romantiques, ces gens aux gestes exagérés. Depuis deux semaines environ, une véritable tempête sévit là-bàs et les articles fulminants ne cessent d'apparaître chaque jour. Ne serait-ce pour notre complète édification, que l'animadversion avec laquelle a été accueillie à Budapest cette manifestation que cela suffirait à justifier de notre part toute reconnaissance vis-à-vis du peuple allemand qui a fixé son attitude sur la question de nos frontières. Ce n'est que par la suite que l'atmosphère politique nécessaire au rétablissement des rapports normaux avec l'Allemagne a été créée. Ces relations, qui pourraient s'orienter vers un traité d'amitié, tout en respectant nos alliances, et ayant à la base l'équilibre moral et la légitimité économique de la part des deux contractants, nous mettrait à même d'inaugurer une nouvelle ère entre ces deux peuples. Me voici arrivé à la fin de mon discours. Permettez-moi de résumer en quelques mots les objectifs que j'ai voulu atteindre afin que la construction logique en soit mise en évidence. Résumons donc :

Je parle au nom du parti national-chrétien et

je crois pouvoir affirmer qu'en matière de politique étrangère les points les plus importants auxquels on pourrait aboutir actuellement à la suite d'un examen sérieux et détaillé seraient :

Le maintien de la Petite Entente et de son objectif normal avec la liberté d'action des trois nations qui la composent vis-à-vis des grands problèmes du continent.

Le maintien du traité d'alliance avec la France dans le cadre des obligations imposées par ce traité même.

La manifestation de notre désir d'établir de bons rapports avec l'Italie fasciste en lui épargnant, en ce qui nous concerne, tout obstacle afin de faciliter un rapprochement basé naturellement sur notre intégrité territoriale.

L'intensification de nos relations avec la Pologne dans le cadre des obligations réciproques.

L'attitude de défense vis-à-vis de l'expansion de l'idée bolchévique et traité d'amitié avec l'Allemagne.

Mais, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute, cet objectif de politique étrangère est en corrélation normale avec notre situation intérieure. Une politique étrangère ne peut être édiflée que fortement étayée par la situation intérieure.

Dès lors, permettez-moi sans renfort de détails, de vous montrer ma conviction qu'une Roumanie fermement fixée dans l'équilibre européen ne peut se concevoir que si au point de vue national elle n'a rien à redouter, si elle a son esprit public solidement ancré et si ce qui tourmente aujourd'hui le continent en tant qu'idée nationale a

une résonnance profonde et décisive dans l'esprit et l'âme du peuple roumain. Dans le cadre de la politique internationale, la chance est du côté de ces Etats qui ont su résoudre entre leurs quatre murs, le problème de leur égoïsme national. Le peuple roumain a le sens de l'orientation très sûr. Par dessus les prévisions des hommes politiques et les différences de parti le peuple roumain, se trace le chemin dans les grands problèmes politiques, guidé par un instinct qui n'a jamais failli. Je pourrais même dire que dans notre histoire, les formules heureuses pour nous ont été données de bas en haut. C'est la nation même qui en a décidé toutes les fois que des hérésies théoriques qui n'étaient que des formules mettaient en jeu notre existence même. Les exemples abondent en ce sens. A ne prendre que le 19-ème siècle on s'apercevra que notre histoire moderne a été déterminée par ces forces de l'instinct populaire. Eh bien, c'est ce même instinct populaire qui, par dessus toute doctrine politique réclame aujourd'hui une Roumanie dominée par un esprit national catégorique et définitif. La Roumanie doit être aujourd'hui guidée et maîtrisée. Ce peuple doit sentir l'âme d'un maître.

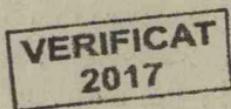
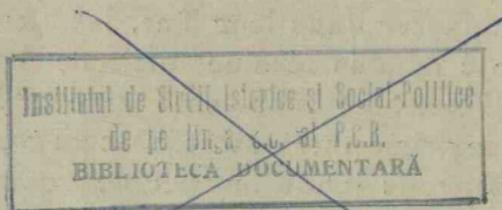
Allez dans n'importe quel village de province dans le Banat, dans l'Ardeal, en Bessarabie ou dans l'ancien Royaume, partout vous entendrez le même refrain : la Roumanie doit appartenir aux Roumains. Ce n'est pas une devise inventée par nous. Non, ce n'est que la vérité issue des tréfonds de l'âme de ce peuple et s'il est vrai que nous y sommes pour quelque chose c'est pour avoir

écouté cette voix. Vous parliez de la Bessarabie. Il y a à peine quelques années cette province recérait toutes les vaines devises du parti dit paysan. Vous vous rappelez que le bolchévisme en était à ses débuts. Eh bien, je crois pouvoir affirmer aujourd'hui que si jamais instinct de conservation s'est manifesté avec plus de force, c'est lorsque contre tous ces étrangers qui voulaient s'implanter dans leur âme, les Bessarabiens ont, opposé la plus résolue attitude de nationalisme. La Bessarabie représente aujourd'hui la cité du nationalisme intégral et c'est un grand service que nous avons rendu au peuple roumain et à notre idée d'état que d'avoir intégré dans une formule politique ce sentiment de la Bessarabie que nous avons laissé s'exprimer. Il y a quelques jours, le 8 Novembre a eu lieu le congrès du parti national-chrétien. Ces messieurs des bancs du parti national paysan sont absents ; sans cela j'aimerais bien leur rappeler le duel qui a eu lieu à cette tribune entre nous, lorsque j'affirmais que, le 14 Novembre de l'année dernière, nous viendrions une centaine de mille faire une démonstration dans cette capitale et à côté d'eux.

On nous considérait comme une sorte de spectre animé par votre caprice, Mr. Inculeț auquel on avait accordé la faveur de l'assemblée en une force déployée. Nous avons, néanmoins été exacts au rendez-vous. Le 8 Novembre le pays a pu voir ce déploiement de forces. Je vous l'avoue franchement que le sentiment de fierté que j'ai éprouvé dépassait les sentiments de parti, c'était un sentiment d'orgueil national.

C'était la Roumanie qui défilait, la Roumanie nationale, la Roumanie de demain — c'était le défilé de la Roumanie réintégrée dans ses droits.

Une Roumanie nationale et chrétienne telle qu'elle est, est le fondement nécessaire pour une politique extérieure réfléchie, propre au prestige de notre idée d'Etat.



5 lei.

327 (498) (042)

323 (498) (042)

VERIFICAT
2017

VERIFICAT
2007